



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°7 – 16 juin 2021

SOMMAIRE

Royaume-Uni

- Le DEFRA précise le contenu de son programme pilote d'incitation à l'agriculture durable.
- Publication du projet de loi sur les animaux en captivité : *Kept animals bill*.
- Lancement d'une consultation sur le commerce de la fourrure.
- Heink annonce £140 millions d'investissements pour produire ses sauces, ketchup et mayonnaises au Royaume-Uni.
- Marks&Spencer estime en 27 et 33 M£ les coûts supplémentaires dus au Brexit pour ses opérations en Irlande du Nord.
- La grande distribution britannique annonce chercher des alternatives au soja brésilien.

Irlande

- Un programme pilote d'échantillonnage des sols d'un montant de 10 millions d'euros a été lancé par le ministre de l'Agriculture.
- L'IFA s'inquiète de l'avenir du secteur de la fungiculture.
- Selon l'agence de protection de l'environnement, le dépassement des seuils fixés par l'UE en matière d'émissions d'ammoniac est principalement dû à la croissance du secteur agricole.
- La Commission européenne autorise la fusion entre Total Produce et Dole Food Company.
- La secrétaire d'Etat Hackett lance le programme d'aide à l'investissement dans la transformation biologique.
- L'Irlande obtient le statut « risque négligeable » pour l'Encéphalopathie spongiforme bovine.
- 600 tonnes de déchets marins collectés dans le cadre de l'initiative « Clean Oceans ».

Pays-Bas

- La ministre de l'agriculture plaide pour un débat parlementaire en vue de l'adoption d'un nouveau plan nitrate.
- La ministre de l'agriculture répond au parlement sur le rôle des Pays-Bas dans la déforestation mondiale.
- Protection animale : inquiétude des professionnels concernant l'interdiction de capturer des volailles par les pattes
- Méthode de sexage des œufs : l'entreprise germano-néerlandaise Respeggt créé un partenariat pour s'implanter en France
- Gérard Bakker devient le nouveau directeur général de la NVWA.
- Le ministère de l'agriculture réfléchit au développement d'indicateurs permettant aux agriculteurs d'avoir un aperçu de leurs performances en matière de durabilité.
- Le nombre d'élevages porcins aux Pays-Bas a diminué de 13 % en 2020.



ROYAUME-UNI

Le DEFRA précise le contenu de son programme pilote d'incitation à l'agriculture durable.

Le [programme d'incitation à l'agriculture durable](#) est l'un des trois programmes mis en place pour remplacer en Angleterre les paiements directs et traduire l'objectif de « *public money for public goods* » inscrit dans la nouvelle politique agricole adoptée fin 2020. Le régime complet doit être lancé en 2022.

Plus de 2000 agriculteurs devraient participer dès cette année à ce programme pilote en assurant sa mise en oeuvre dans leur exploitation, participer à des activités de formation liées à ce programme et fournir un retour d'expérience régulier et complet sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Publication du projet de loi sur les animaux en captivité: *Kept animals bill*.

Le 8 juin, le gouvernement britannique a publié un [projet de loi](#) sur le bien-être des animaux comprend des dispositions visant à mettre en oeuvre un certain nombre de réformes concernant les animaux en captivité.

En ce qui concerne les animaux d'élevage, le projet de loi **interdit l'exportation de bovins, de moutons, de porcs, de chèvres et d'équidés vivants pour l'abattage, y compris pour l'engraissement en vue d'un abattage ultérieur.** En ce qui concerne les animaux de compagnie, le projet de loi comprend des dispositions pour lutter contre le trafic, notamment de chiots et chatons. Le projet de loi diminue également le nombre d'animaux de compagnie (chiens, chats et furets) qui peuvent voyager en cas de

mouvement non commercial (5 pour le transport dans un véhicule, 3 en cas de passager à pied (train, avion ou ferry)).

Pour les animaux sauvages, le projet de loi vise à interdire la détention de primates comme animaux de compagnie. Le projet vise également à renforcer les sanctions pour les zoos qui ne respecteraient pas les exigences minimales de bien-être des animaux.

Ce projet de loi s'inscrit dans le nouveau plan d'action « bien-être animal » du gouvernement présenté le mois dernier (Cf. note numéro Nouvelles agri n°5).

Lancement d'une consultation sur le commerce de la fourrure.

Le Defra a lancé un appel à contribution, aux côtés des gouvernements écossais et gallois, afin de recueillir l'avis du public et des entreprises sur le bien-être des animaux ainsi que sur les impacts sociaux et économiques associés au commerce de la fourrure, tant au niveau national qu'international. Le ministre en charge de l'agriculture et l'environnement, George Eustice, a notamment déclaré qu'en tant que nation indépendante, le Royaume-Uni est en mesure de réexaminer certaines lois sur le bien-être animal, y compris l'importation de fourrure destinée à être utilisée dans des produits de mode.

Heink annonce £140 millions d'investissements pour produire ses sauces, ketchup et mayonnaises au Royaume-Uni.

Kraft Heinz a dévoilé son intention de commencer à fabriquer son ketchup, sa mayonnaise et ses sauces au Royaume-Uni grâce à un investissement de 140 millions de livres sterling dans ses capacités de production. Le géant de la restauration collective a déclaré qu'il

prévoyait de créer jusqu'à 50 nouveaux emplois grâce à cet investissement dans son usine de Kitt Green, près de Wigan, où sont actuellement fabriquées ses gammes Beanz, soupes et pâtes. Le déménagement - qui serait encore soumis à l'approbation finale du siège américain de Heinz - verrait l'installation de technologies et d'équipements modernes sur le site, qui était "le premier de son genre dans le réseau Kraft Heinz".

Il s'agira, selon les responsables, de la plus grande expansion d'un site de production Heinz en dehors des États-Unis depuis 20 ans. La nouvelle vient à la suite d'une année exceptionnelle dans les supermarchés britanniques pour la marque Heinz.

M&S estime en 27 et 33 M£ les coûts supplémentaires dus au Brexit pour ses opérations en Irlande du Nord.

Au début de l'année, lorsque le protocole nord-irlandais est entré en vigueur, Marks & Spencer a rencontré des difficultés temporaires pour faire entrer 380 articles dans les magasins d'Irlande du Nord, ce qui a constitué pour l'entreprise l'impact le plus important du Brexit sur ses activités. La société a ajouté que sur les coûts totaux du Brexit, qui se situent entre 42 et 47 millions de livres sterling, entre 27 et 33 millions de livres sterling sont liés aux opérations en Irlande. L'enseigne travaille sur des initiatives à plus long terme, notamment un examen des modèles commerciaux européens, l'approvisionnement local et le réacheminement des produits via des plateformes européennes.

La grande distribution britannique annonce chercher des alternatives au soja brésilien.

Alors que le gouvernement brésilien a proposé au Parlement d'adopter trois nouvelles lois, surnommées « destruction package » par des

groupes environnementaux locaux, visant notamment à légaliser la privatisation des terres en Amazonie et à assouplir les régulations environnementales dans la région, plusieurs groupes agroalimentaires et de distribution britanniques, dont Waitrose, Tesco ou encore Sainsbury's, ont annoncé chercher des alternatives au soja brésilien. Les chaînes de supermarché britanniques ont annoncé qu'en cas d'adoption de ces lois au Brésil, ils pourraient revoir leurs chaînes d'approvisionnement en arrêtant toute importation de soja en provenance du Brésil ou en remplaçant le soja par d'autres produits.

Irlande

Un programme pilote d'échantillonnage des sols d'un montant de 10 millions d'euros a été lancé par le ministre de l'Agriculture.

Le ministre de l'agriculture a déclaré que le programme d'échantillonnage et d'analyse des sols vise à placer le carbone, la santé et la fertilité au centre du futur modèle agricole irlandais. Des conseillers pourront aider les agriculteurs à traduire les résultats du programme en orientations significatives pour la gestion de leurs sols.

L'IFA s'inquiète de l'avenir du secteur de la fungiculture

La fungiculture est le plus grand secteur horticole d'Irlande. La valeur à la ferme du secteur est estimée à 119 millions €, dont 85 % sont exportés vers le Royaume-Uni. Mais en raison d'une décision de la Cour suprême l'année dernière, il n'y a pas eu de récolte de tourbe sur des tourbières de plus de 30 ha cette année, ce qui a entraîné une réduction des stocks requis par l'industrie des champignons, qui dépend fortement de la tourbe. Lors d'un entretien avec la secrétaire d'Etat Pippa Hackett, le président de l'Irish Farmers' Association (IFA) a souligné que cette décision de la Cour suprême menaçait la viabilité de la fungiculture irlandaise. Il a également soulevé la question de la fuite des émissions carbone liées aux importations de tourbe d'autres pays.

Selon l'agence de protection de l'environnement, le dépassement des seuils fixés par l'UE en matière d'émissions d'ammoniac est

principalement dû à la croissance du secteur agricole.

Selon une évaluation de conformité publiée par l'Agence de protection de l'environnement (EPA), les émissions d'ammoniac de l'Irlande n'ont pas respecté les seuils fixés par l'UE pendant 7 des 9 dernières années. À ce jour, l'agriculture représente 99 % de toutes les émissions d'ammoniac en Irlande. D'après les dernières données disponibles de l'EPA et de la Sustainable Energy Authority of Ireland (SEAI), les émissions ont augmenté de 0,4% entre 2019 et 2020, en raison d'une augmentation de l'utilisation d'engrais azotés et des cheptels bovins.

La Commission européenne autorise la fusion entre Total Produce et Dole Food Company.

La Commission européenne a autorisé le projet de concentration entre l'irlandais Total Produce et l'américain Dole Food Company pour former une nouvelle société américaine dénommée Dole Plc. Total Produce ne sera plus cotée sur Euronext Dublin ni à la Bourse de Londres. En revanche, Dole Plc sera cotée aux Etats-Unis où elle prévoit de lever des capitaux propres pour un montant compris entre \$500 et 700 millions. Dole Plc sera constituée en Irlande, avec son siège social mondial à Dublin. Le siège social pour les Amériques sera à Charlotte, en Caroline du Nord.

La secrétaire d'Etat Hackett lance le programme d'aide à l'investissement dans la transformation biologique.

Ce programme aidera les transformateurs de produits biologiques qui souhaitent investir

dans le développement d'installations pour la transformation, la préparation, le classement, le conditionnement et le stockage de produits biologiques. L'aide sera disponible pour les projets hors exploitation et les transformateurs peuvent demander une aide jusqu'à 700 000 euros, ce qui augmentera le plafond global pour chaque transformateur biologique de 200 000 euros supplémentaires sur la durée du programme. Le financement total de ce régime en 2021 a augmenté de 500 000 € et s'élèvera à 1,2 million d'euros. L'Irlande obtient le statut « risque négligeable » pour l'Encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

Le gouvernement irlandais se félicite de la reconnaissance par l'OIE du statut de risque négligeable de l'Irlande en matière d'ESB et vise le rétablissement de l'accès de la viande bovine irlandaise au marché chinois. Le ministère de l'agriculture souhaite désormais donner un effet pratique et juridique à la décision de l'OIE au niveau de l'UE, ce qui permettra de réduire considérablement la liste de certains tissus dérivés de bovins qui doivent être systématiquement éliminés en tant que matériels à risque spécifiés.

600 tonnes de déchets marins collectés dans le cadre de l'initiative « Clean Oceans ».

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation et de la mer, Charlie McConalogue a salué les efforts continus visant à réduire les déchets marins de l'Irlande dans le cadre de l'initiative Clean Oceans. À ce jour, les efforts de collaboration du secteur ont permis de collecter

plus de 600 tonnes de déchets, principalement en plastique, en mer et lors des opérations de nettoyage des côtes et des quais (l'initiative a été lancée en 2015).

Un nouvel objectif de l'initiative est d'aider les ports de pêche irlandais à mettre en place des systèmes de gestion des déchets, en collaboration avec les fabricants d'engins de pêche locaux, afin de gérer les engins de pêche tout au long de leur cycle de vie.

PAYS-BAS

La ministre de l'agriculture plaide pour un débat parlementaire en vue de l'adoption d'un nouveau plan nitrate.

La ministre de l'Agriculture sortante, Carola Schouten, a demandé au Parlement de reprendre les discussions pour l'adoption du 7ème plan d'action sur les nitrates, qui avait été déclaré controversé par la Chambre des représentants, et donc écarté de l'agenda parlementaire jusqu'à la formation du nouveau gouvernement. La ministre a donc annoncé son intention de demander instamment la reprise des discussions afin d'avancer sur ce sujet.

La ministre de l'agriculture répond au parlement sur le rôle des Pays-Bas dans la déforestation mondiale.

Suite à la parution de l'analyse de la WWF sur le rôle des Pays-Bas dans la déforestation mondiale, la ministre a indiqué que les conclusions du rapport devaient être nuancées. En effet, en raison de leur situation géographique, les Pays-Bas sont un pays de transit des produits agricoles vers d'autres pays européens, point qui n'est que partiellement pris en compte dans le rapport. Par ailleurs, la ministre indique que la consommation néerlandaise, entre autres, de soja et d'huile de palme est en grande partie couverte à l'aide de divers certificats de durabilité privés qui promeuvent la production de ces matières premières sans déforestation.

Elle précise que le gouvernement s'efforce d'améliorer le rôle de l'UE, et des Pays-Bas en particulier, pour limiter la déforestation. Les Pays-Bas travaillent depuis 2015 sur des déclarations de partenariat avec des pays

européens aux vues similaires et milite activement au sein de l'UE pour des mesures législatives ambitieuses et efficaces visant à éviter ou minimiser la mise sur le marché intérieur de produits liés à la déforestation ou à la dégradation des forêts.

Protection animale : inquiétude des professionnels concernant l'interdiction de capturer des volailles par les pattes

Le 3 juin, la NVWA (agence de sécurité sanitaire des aliments) a notifié au secteur avicole que des mesures coercitives seraient prises immédiatement dans trois exploitations qui attrapent les volailles par les pattes. Selon le principal syndicat agricole néerlandais LTO, le secteur avicole est donc confronté à une tâche impossible car la manière d'attraper les volailles ne peut pas être complètement modifiée du jour au lendemain sans conséquences négatives. Il estime qu'il est totalement impossible d'attraper les volailles autrement. Avec d'autres organisations avicoles, une lettre a été envoyée à la ministre de l'agriculture pour demander une concertation à très court terme sur ce sujet. La LTO estime également que, si cette interdiction (découlant d'un règlement européen) devait être mise en œuvre au Pays-Bas, il serait indispensable de s'assurer que c'est bien le cas dans les autres Etats membres, sous peine de créer des distorsions de concurrence.

Méthode de sexage des œufs : l'entreprise germano-néerlandaise Respeggt créé un partenariat pour s'implanter en France

L'entreprise germano-néerlandaise Respeggt vient de démarrer le sexage in ovo en France, en



nouant un partenariat avec le couvoir Novoponte, basé à Juigné-sur-Sarthe.

Gérard Bakker devient le nouveau directeur général de la NVWA.

Gerard Bakker est actuellement directeur principal du département des institutions judiciaires au ministère de la Justice et de la Sécurité depuis 2018. Il a été président du conseil d'administration de l'Agence centrale pour l'accueil des demandeurs d'asile. Auparavant, il a occupé le poste de directeur de la concurrence à l'Autorité de la consommation et du marché et a dirigé divers processus d'application de la loi au sein des douanes et du service d'enquête et de renseignement fiscal.

Le ministère de l'agriculture réfléchit au développement d'indicateurs permettant aux agriculteurs d'avoir un aperçu de leurs performances en matière de durabilité.

Le LNV indique prévoir de développer « dans un avenir proche » un ensemble d'indicateurs avec les acteurs de la chaîne, les instituts de recherche et de développement que les agriculteurs pourront utiliser pour exercer leur activité selon les principes de l'agriculture circulaire. Cette annonce fait partie d'une évaluation de la « vision » agricole que la ministre Schouten a adressé au Parlement néerlandais. Sur la base

d'indicateurs de performance critiques, les agriculteurs pourront mesurer eux-mêmes s'ils sont sur la bonne voie pour les objectifs concernant, par exemple, le climat, l'azote, la qualité des sols, la biodiversité et le bien-être animal. De cette façon, ils peuvent également déterminer quels ajustements sont nécessaires pour améliorer leurs résultats. Cela permet également de récompenser les agriculteurs pour leurs performances. L'objectif est de disposer d'un « ensemble de base » d'indicateurs prêts d'ici la fin de 2021.

Le nombre d'élevages porcins aux Pays-Bas a diminué de 13 % en 2020.

L'année dernière, il y avait 3 557 élevages de porcs aux Pays-Bas, contre 4 087 en 2019. Le nombre d'éleveurs de porcs qui ont arrêté leur activité est nettement plus élevé que les années précédentes, sans doute en lien avec le dispositif de cessation d'activité dans le cadre du plan d'action ammoniac. Le nombre moyen d'animaux par exploitation est passé en 2020 de 3 002 à 3 360. Ce sont principalement les élevages de porcs d'engraissement de petite taille ou avec des porcs en activité annexe qui se sont arrêtés. Le cheptel porcin aux Pays-Bas a diminué en 2020 de près de 319 000 porcs pour atteindre 11,95 millions. Le nombre de truies a diminué de plus de 18 300 en 2020 pour atteindre un peu moins de 871 000.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Julie Poirot, Héroïse Pestel, avec l'appui des services économiques de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr